

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Concertation-de-pure-facade-sur-le-mix>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **"Concertation" de pure façade sur le mix énergétique : le gouvernement exclut toute remise en question de ses orientations !**

24 octobre 2022

"Concertation" de pure façade sur le mix énergétique : le gouvernement exclut toute remise en question de ses orientations !

Définir le mix énergétique pour les années et mois à venir est un choix de société qui va structurer la société française pour au moins 50 ans. Mais la "concertation nationale sur le mix énergétique" lancée le 20 octobre par le gouvernement révèle à quel point celui-ci se moque éperdument de l'avis des citoyen·ne·s. Loin d'un véritable exercice démocratique, on n'y demande rien d'autre que d'approuver les orientations prédéfinies par Emmanuel Macron !

Une information biaisée

"*There is no alternative*" : voilà qui pourrait résumer la substance de cette "concertation". Alors que les différents scénarios publiés ces dernières années (Ademe, RTE, négaWatt...) démontrent que nous avons une grande variété de choix possibles pour notre avenir énergétique, le [site du dispositif](#) effectue une présentation biaisée des données du débat, posant d'office le scénario le plus nucléarisé de RTE, qui correspond aux intentions d'Emmanuel Macron, comme le seul pertinent [1].

Peu importe par ailleurs au gouvernement que les délais de construction de nouveaux réacteurs exposés dans ce scénario soient largement irréalistes, comme l'indiquait une [note interne fuitée l'an passé](#). Il est profondément malhonnête de présenter des données aussi biaisées.

Des choix verrouillés

Le site expose les intentions d'Emmanuel Macron concernant le nucléaire : prolonger le parc existant et construire 6, voire 14 nouveaux réacteurs. Ces orientations lourdes de conséquences constituent une remise en question unilatérale par l'exécutif de la précédente Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), qui prévoyait la fermeture de 12 réacteurs sans s'avancer sur de nouvelles constructions. **Alors qu'on pourrait s'attendre à ce qu'il soit possible de questionner cette relance du nucléaire, le site de la concertation propose uniquement de suggérer comment**

celle-ci est censée se passer ! [Dans les énoncés soumis au choix des participant·e·s, aucun ne propose explicitement de ne pas construire de nouveaux réacteurs ou de prévoir l'arrêt des réacteurs existants.](#) La discussion est tout simplement évacuée !

Des événements au service de la communication gouvernementale ?

Un "Tour de France des régions" est prévu, avec des débats rassemblant des parties prenantes, le public et des membres du gouvernement : le gouvernement souhaite-t-il rééditer le Grand Débat, lors duquel, plutôt que d'écouter la population, il est venu la sermonner ?

Et après l'enterrement en première classe des propositions de la Convention citoyenne pour le climat, que penser du "Forum des jeunes" prévu début 2023, censé rassembler 200 jeunes tiré·e·s au sort ? Au regard du mépris d'Emmanuel Macron pour la jeunesse, comment croire que leurs avis seront réellement écoutés ?

Un nouveau passage en force avant le débat public

Cette procédure, qui n'a de concertation que le nom, se déroulera en parallèle du débat public sur les projets de réacteurs EPR 2 à Penly, qui débutera le 27 octobre. Quelle crédibilité pourra-t-on accorder au débat piloté par la CPDP, qui propose de questionner l'opportunité de ces nouveaux réacteurs si, dans le même temps, la "concertation" gouvernementale les présente comme incontournables ? Ce choix de calendrier traduit bien à quel point Emmanuel Macron se moque éperdument de cette procédure de débat et de tout ce qui pourra en ressortir.

Cette pseudo-concertation n'est pas destinée à demander leur avis aux citoyen·ne·s : il s'agit d'un pur exercice de communication destiné à présenter comme incontournables des choix imposés. La seule vocation des commentaires exprimés (avec quelle modération ? quelle représentativité ?) sera de légitimer les orientations gouvernementales en fournissant une mince couche de vernis pseudo-démocratique. Mais qui peut être dupe d'un procédé aussi grossier ?

Le Réseau "Sortir du nucléaire" sera particulièrement attentif et mobilisé dans les prochaines semaines et prochains mois pour dénoncer et enrayer ce passage en force.

Contact presse :

Martial Chateau - 06 45 30 74 66

Notes

[1] Ainsi, aucune présentation détaillée n'est faite de la variante "sobriété" des scénarios de RTE. Pourtant, dans cette variante, le coût des scénarios sans nucléaire est beaucoup moins important et l'effort de développement des énergies renouvelables beaucoup plus léger.

Le scénario M0 de RTE, qui atteint le 100% renouvelable en 2050, est par ailleurs qualifié de "sortie accélérée du nucléaire" alors que celui-ci prévoit que quasiment tous les réacteurs atteignent 50 ans de fonctionnement. Pourtant, c'est bien plutôt le réalisme des autres scénarios qui mériterait d'être contesté, l'Autorité de sûreté nucléaire répétant que les données fournies par EDF ne permettent pas d'envisager une prolongation de l'ensemble du parc nucléaire au-delà de 50 ans.